

Sujet : [INTERNET] Observations Enquête publique Carrière de Saint-Gingolph

De : > cmguerrin (par Internet)

Date : 29/11/2023 à 17:55

Pour : "Enquêtes publiques - DDPP 74/PAIC emis par CHARRIER Colette (Cheffe de pôle) - DDPP 74/PAIC" <ddpp-enquete@haute-savoie.gouv.fr>

Charles et Martine GUERRIN

Déposé sur le site de l'E.P. : ddpp-enquete@haute-savoie.gouv.fr le 29 novembre 2023

A Madame la Commissaire enquêtrice
Enquête publique concernant le projet
de remise en exploitation de la Carrière
de La Chenilla à Saint-Gingolph

Madame la Commissaire enquêtrice,

Dans nos observations du 20 novembre 2023, nous avons présenté nos objections au projet de remise en exploitation de la carrière de la Chenilla à Bret (Saint-Gingolph).

Aux arguments que nous avons développés alors, nous souhaitons ajouter ceux-ci, qui portent essentiellement sur l'identité du propriétaire de la quasi-totalité du site concerné par cette exploitation, sur les intérêts privés dont il est porteur tant en France qu'en Suisse, intérêts qu'on peut légitimement estimer être en conflit avec l'intérêt public (lequel doit être strictement appréhendé dans la présente procédure, en référence au territoire français du département de la Haute-Savoie et de sa population).

Or, il est tout à fait singulier – et il ne peut être indifférent – que la présente demande d'autorisation porte – pour la totalité de son périmètre d'exploitation, d'environ 32 hectares – sur un domaine foncier appartenant

à un unique propriétaire privé, lequel domaine, dans sa globalité, représente plus de la moitié de la superficie totale de la commune française de Saint-Gingolph.

Ce propriétaire possède en effet 390 hectares des 733 hectares de la commune française (soit 53% de sa superficie totale)^[1].

Tout aussi singulière – et non seulement pour ses origines historiques, qui intéressent à juste titre les amateurs d'histoire locale – est la nature juridique, atypique, de la Société Bourgeoisiale de Saint-Gingolph, désignée dans le dossier du pétitionnaire comme étant la propriétaire du périmètre d'exploitation projeté.

A priori, cette Bourgeoisiale de Saint-Gingolph apparaît comme une société civile de droit français. Mais cette société est-elle bien la (seule) bailleuse des terrains destinés à l'exploitation de la carrière de la Chenilla ?

De nombreuses sources montrent en effet qu'il n'y a pas une "bourgeoisie" de Saint-Gingolph, mais deux : l'une, corporation de droit public valaisan, l'autre de droit privé français (longtemps société de fait, fonctionnant selon des règles coutumières, et actuellement société civile).

Toutes deux sont des sociétés de personnes (de nationalité suisse ou française). Elles ont deux « administrations » distinctes (des conseils).

Les deux se "partageant" propriété et exploitation d'un énorme patrimoine (essentiellement : forêts, alpages, et quelques bâtis anciens, chalets d'alpage, église, château...) situé sur les communes (française et suisse) de Saint-Gingolph, et accessoirement sur deux autres communes voisines.

Survivance de l'ancien droit de cité médiéval, la Bourgeoisie a longtemps exercé en Suisse les prérogatives communales. Dans les cantons (dont le Valais) où elle existe encore, cette Commune bourgeoise partage aujourd'hui ces prérogatives avec la Commune municipale (équivalent du conseil municipal français), laquelle a cependant la primauté administrative. Gérant un patrimoine transmis héréditairement, elle affecte partie de ses ressources à des œuvres et associations locales.

De création plus récente (que son alter ego suisse), la société "française" dénommée Bourgeoisiale de Saint-Gingolph est une société civile, inscrite au RNE depuis 1997, avec pour activité : "Supports juridiques de gestion de

patrimoine mobilier” et ayant son siège à la Cure de de Saint-Gingolph.

Si elle figure dans divers documents publics comme la propriétaire des terrains concernées par le projet^[2], des pièces du présent dossier révèlent un flou incontestable sur sa raison sociale, sa domiciliation, son autonomie.

Ainsi, la “convention de compensation et de conservation à la destruction d’espèces et d’habitats (16 mars 2020)^[3] figurant au dossier est signée par : “Bourgeoisie de Saint-Gingolph”, alors que la désignation des parties en tête de cette convention mentionne : “La Société Bourgeoisiale de Saint-Gingolph”, “société civile”, agissant comme “le propriétaire”, ayant son siège social à Saint-Gingolph (Haute-Savoie, 74 500), 10 bis rue de l'Eglise et représentée par MM. Derivaz.

De même, sur l’avenant n°1 à cette convention et désignant les mêmes parties (avenant signé le 6 février 2023), la signature du président (M. Cachat) est surchargée par le tampon “Société bourgeoisiale de St-Gingolph Administration, Haute-Savoie”.

Enfin, le courrier joint du 25 mars 2022 de MM. Derivaz à la SARL. C.H.B. et concernant la remise en état de la carrière, porte l’en-tête “Bourgeoisie de St. Gingolph”, avec deux blasons au dessin semblable (une hyène dressée) mais de couleurs différentes^[4], et la mention “section française”. D’où l’on pourrait déduire qu’il existe une “section suisse”...

Sous l’en-tête imprimée, il a été mentionné comme expéditeur : “Administration Bourgeoisiale de St. Gingolph” et les noms des signataires, MM. Claude et Georges Derivaz, ainsi que l’adresse : 10 bis rue de l’Eglise, 74500 St. Gingolph. Le document porte enfin, au-dessus des signatures, la mention “Société bourgeoisiale de Saint-Gingolph”. La pièce jointe (plan) portant le tampon “Société bourgeoisiale de St-Gingolph Administration, Haute-Savoie”.

Un tel flou, dans des documents de nature commerciale et juridique versés au dossier de la présente enquête, conduit à s’interroger.
Qui est le véritable propriétaire-bailleur du domaine de l’exploitation projetée ? La “Société bourgeoisiale de St-Gingolph”, société civile de droit

français ? La “Bourgeoisie de St. Gingolph”, entité de nature incertaine et manifestement binationale (dont une “section française” explicitement mentionnée) ? Ou de la plus “officielle” “Bourgeoisie de St. Gingolph”, spécifiquement helvétique et valaisane – cette quasi-municipalité évoquée ci-dessus ?

En de tels domaines, il nous semble essentiel, avant toute décision du représentant de l’Etat en France, de savoir “qui est quoi”.

Cette interrogation n’est pas anecdotique, au regard du présent projet, lourd de conséquences, d’impact de différentes natures pour les populations voisines, sédentaires ou non.

Il ne s’agit pas ici de mettre en doute l’intérêt des Gingolais, qu’ils soient Français ou Suisses – ou en tout cas d’un bon nombre d’entre eux – pour la réouverture de la carrière de Bret. Cet intérêt, fréquemment exprimé dans les observations – souvent répétitives au mot près – déjà déposées, est principalement lié à la manne financière attendue de l’exploitation via la (ou les ?) “bourgeoisie (s)”.

Au reste, ils ont été nombreux, les Gingolais de l’une ou l’autre des communes, dont de nombreux élus, à apporter leur soutien au projet. On comprend d’autant mieux ce soutien que la propriété collective du site de la carrière leur assure les bénéfices induits : directement par le “loyer” versé, indirectement par la part de ce loyer qui vient subventionner leurs associations.

Le pétitionnaire lui-même (cf. Description du projet, cabinet Karum, p.77-78) met en avant ces “retombées économiques” promises à la commune : contribution à l’entretien de la voirie, emploi et... développement d’une activité exportatrice vers la Suisse^[5].

Au titre de ces “retombées locales”, il expose que “le projet de création de la carrière de Saint-Gingolph serait également profitable aux activités et au maintien la Société Bourgeoisiale de Saint-Gingolph. En effet, la création des pistes d’exploitation leur donnerait accès à des parcelles forestières de leur propriété afin d’y mettre en place une gestion. Les revenus issus de l’exploitation de la carrière leur permettent également d’assurer l’entretien de biens communs (chalets d’alpage, château de Saint-Gingolph, église...). ”

On ne pourrait que se réjouir de voir les propriétaires indivis d'un si vaste patrimoine foncier faire profiter leur collectivité des revenus (ou une part de ces revenus) qu'ils en tirent, si ces revenus n'impliquaient pas une activité aussi problématique – sur ce site particulièrement – qu'une carrière. En tout état de cause, les bénéfices attendus par les associations et autres activités locales ne répondent pas au critère de l'"utilité publique" qui, seul, peut faire autoriser une exploitation par nature génératrice d'impacts humains et environnementaux.

De surcroît, l'ambiguïté qui entoure ce particularisme gingolais – sa "bourgeoisie" binationale et bicéphale, à cheval sur deux droits comme la commune l'est sur la frontière – permet à cette "société", "association" ou... quasi-institution publique de fédérer des intérêts, certes personnels mais privés, des deux côtés de la frontière. Ce qui n'est pas répréhensible, mais pose ici problème.

Comme par ailleurs, il a été largement développé – et dénoncé – par les auteurs de diverses observations ^[6] que l'exploitation projetée, qui serait accordée à une entreprise contrôlée par un groupe suisse, vise majoritairement à alimenter en matériaux un territoire suisse voisin, le projet, dont l'utilité publique est ainsi démentie, nous paraît fortement contestable.

S'il fallait d'ailleurs une confirmation officielle de l'intérêt helvétique dominant sur ce projet, elle nous serait fournie par l'observation n°29 faite par M. Bertrand Duchoud, sous-préfet du district de Monthey (canton du Valais), exprimant son "soutien à l'ouverture de la carrière située sur le territoire de Saint-Gingolph France", estimant que "le projet étudié et présenté apporte un plus économique à l'ensemble de la région et s'inscrit dans un développement durable par son concept novateur. La remise en état du site, les transports lémaniques, la réflexion, l'engagement de la bourgeoisie dans la vie locale, sont autant d'éléments qui justifient [s]on soutien". Ancien président (maire) de la commune suisse de Saint-Gingolph, M. Duchoud peut certes s'exprimer en sa qualité de citoyen. Mais on imagine mal un sous-préfet français s'engager ès-qualités dans une enquête publique en faveur d'un projet privé et de ses bénéficiaires privés... Chacun appréciera.

Ce dernier élément – s'ajoutant à ceux développés ci-dessus ainsi que dans

nos premières observations – confirme en tout cas pour nous que le projet en question justifierait de votre part un avis défavorable.

Dans cet espoir, nous vous prions d'agréer, Madame la Commissaire enquêtrice, l'assurance de notre considération distinguée.

[1] 58% selon une étude universitaire (Anouk BONNEMAINS et Jean-François JOYE, in Etude de cas en Savoie et en Haute-Savoie in : Revue de droit de l'Université de Sherbrooke, 2020).

[2] Notamment : arrêté préfectoral Haute-Savoie n°DDAF.2006.SEGE.11 du 8/2/06 : "(... à l'exclusion des terrains propriété de la Société Bourgeoisie de Saint Gingolph cadastrés section A parcelles n° 1414 à 1417, 1426 à 1429, 1433, 1434, 1436 à 1440, 1470 pour une superficie de 389 ha 22 a 64 ca (lieux-dits « Sous la Criche, la Chenilla, Sous Blanchard »)".

[3] Document faisant partie, comme les autres cités à sa suite, du sous-dossier 03-3 – Justification foncière.

[4] Des consultations sur internet montrent que le blason bleu s'attache à la partie française, le rouge à la suisse.

[5] "L'exploitation du gisement de roche massive permettra à l'entreprise CHB (PME) de maintenir et développer son activité d'exportation vers la Suisse en proximité directe avec la carrière (frontière franco-suisse située dans le bourg de Saint-Gingolph à environ 1km)".

[6] Et en particulier par l'ADHEPE.